

Alain Lambert (UMP) : « Il ne s'agit pas de mettre les administrations au pain sec et à l'eau »

Vous étiez membre de la commission Pébereau. L'objectif d'une résorption des déficits en cinq ans est-il réaliste ?

Il est non seulement réaliste, mais indispensable. A défaut, l'accroissement de notre endettement nous conduirait à l'asphyxie financière, puis à une hausse forte, à terme, des taux d'intérêt car les marchés financiers finiraient bien par relever leur prime de risque. L'équilibre des finances publiques d'ici à cinq ans devrait d'ailleurs être gravé dans une loi. Elle serait notre déclinaison de « grande coalition ». Que les formations politiques se rassurent, il resterait beaucoup de matières sur lesquelles elles pourraient continuer à marquer leurs différences.

Quelles mesures concrètes attendez-vous du gouvernement ?

Qu'il prenne l'engagement irrévocable de suivre les recommandations qui lui sont faites. Finissons-en

avec les rapports qui vont tout droit dans des placards sans qu'il en soit jamais tenu compte. A l'occasion des vœux du début de l'année, le

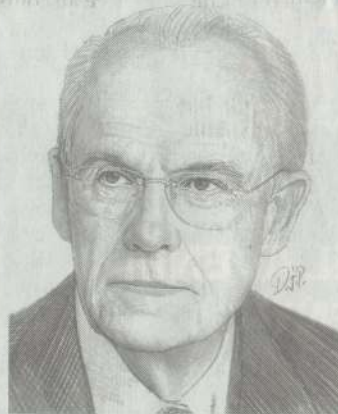
Le gouvernement doit prendre l'engagement irrévocable de suivre les recommandations qui lui sont faites.

président de la République pourrait donner solennellement au gouvernement instruction de le mettre en œuvre. Sur la méthode, le rapport Pébereau lui en propose une, simple : stabiliser les dépenses en euros courants, ne pas diminuer le

niveau global des prélèvements obligatoires sur la même période, affecter intégralement les recettes exceptionnelles au désendettement.

La France peut-elle faire l'économie d'une sérieuse réforme de l'Etat ?

Non. Les jalons de cette réforme sont désormais posés : le premier est la garantie donnée aux administrations qu'il ne s'agit pas de les mettre au pain sec et à l'eau, mais de leur garantir sur cinq ans leurs dépenses en euros courants. Il leur faut donc trouver 2 % de gains de productivité par an. Tout organe qui n'est pas capable de dégager ces marges de manœuvre n'est pas digne de servir son pays. Le deuxième jalon est la loi organique relative aux lois de Finances, la LOLF, qui crée un vrai outil de pilotage en apportant la liberté de gestion dont tout responsable a besoin pour allouer, en



Alain Lambert.

cours d'année, les crédits au plus efficace.

Baisser l'impôt sur le revenu est-il compatible avec une stratégie de désendettement ?

Il faut concilier la compétitivité de notre économie avec le nécessaire redressement de nos finances pu-

bliques. Cela étant, je suis sûr que les Français sont prêts à accepter une pause dans la baisse des impôts si c'est pour alléger la dette, donc le fardeau, qui va peser sur les épaules de leurs enfants, et non pas pour financer des dépenses nouvelles.

Le budget 2006, que le Sénat vient de voter, affiche un déficit dégradé par rapport à l'an dernier : n'y a-t-il pas là une contradiction avec le contrôle des finances publiques ?

Il est vrai que le sentier de retour vers l'équilibre n'est pas encore assez exigeant. Il est construit sur une norme accommodante d'évolution de dépenses en euros constants. Je plaide, pour ma part, depuis 2002 pour une norme en euros courants. Parce que je l'ai appliquée dans ma ville [Alençon] et j'en connais les difficultés, mais je mesure son efficacité. Cela étant, rien ne nous oblige en gestion 2006 à consommer tous les crédits ouverts en loi de Finances.

La croissance française reste fragile. Que préconisez-vous pour la relancer ?

La croissance ne se décrète pas. Elle dépend beaucoup du contexte international. Et surtout de la confiance des agents économiques. Les ménages doivent être encouragés à consommer. Ils le font quand ils ne sont pas paralysés d'inquiétude pour leur avenir et celui de leur famille. Les entreprises doivent être encouragées à investir, inventer des produits nouveaux. Pour cela, en période de disette budgétaire, ne raisonnons pas seulement en termes de baisse des prélèvements. Cessons d'abord de les harceler par des textes qui nourrissent une bureaucratie kafkaïenne. En un mot, offrons-leur la liberté qu'elles attendent depuis si longtemps, elles nous feront des emplois.